

English below / Español a continuación

APPEL À CONTRIBUTIONS

« L'entrepreneuriat en Afrique : entre (ré)émergence d'un discours et reconfigurations des pratiques »

Revue internationale des études du développement n°245 (2021-1)

Coordination du numéro

- **Jean-Philippe Berrou** (j.p.berrou@sciencespobordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM
- **Quentin Chapus** (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)
- **Yvette Onibon Doubogan** (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

À la faveur des transformations socio-économiques que connaît le continent africain depuis le début du nouveau millénaire, les entrepreneurs et l'entrepreneuriat en général (re)font l'objet d'un engouement particulièrement marqué tant de la part des acteurs internationaux de la coopération et du développement (CNUCED, 2015 ; BAfD, OCDE & PNUD, 2017 ; AFD, 2018) que des milieux académiques (Fosu, 2015 ; Dana *et al.*, 2018). Pour certains auteurs, ces (nouveaux) entrepreneurs ne sont rien de moins que ceux « qui fabriquent aujourd'hui l'histoire économique et sociale du continent » (Severino et Hajdenberg, 2016, p. 18-19).

Un tel engouement n'est pourtant pas nouveau. Si dans les années 1960-1970, la thèse de « l'entrepreneurial bottleneck » (Kilby, 1971) domine et justifie l'État entrepreneur, la vague néolibérale des programmes d'ajustement structurel (PAS) va, dans les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, réhabiliter l'initiative privée. Au sein d'une stratégie visant à restaurer les marchés et symétriquement à réduire le rôle de l'État, la figure de l'entrepreneur est magnifiée, idéalisée, y compris dans ses formes les plus atypiques auparavant négligées tel que le petit entrepreneuriat informel (De Soto, 1986). Nouvelles figures d'un « ajustement à visage humain », un ensemble de dispositifs d'appuis aux microentreprises verront ainsi le jour à cette époque. Sur le plan académique, cette période va donner lieu aux premiers travaux d'envergure sur les « Entreprises et entrepreneurs africains » (voir les ouvrages collectifs de Ellis et Fauré, 1995 et Fauré et Labazée, 2000). À rebours des récits « héroïsés » fondés sur quelques success stories entrepreneuriales (Marsden, 1991 ou Cordonnier 1982 avec les « Nanas Benz »), ces travaux décrivaient très finement la pluralité du fait entrepreneurial sur le continent, en le situant dans ses contextes nationaux ou régionaux d'apparition. La ré-émergence de ce discours « pro-entrepreneurial » presque vingt ans après interpelle donc nécessairement.

Il est vrai que le continent africain connaît en ce début de nouveau millénaire des transformations socio-économiques importantes : nouveau cycle de forte croissance économique, croissance démographique et urbanisation, sortie de pauvreté et émergence de catégories intermédiaires de revenus (d'aucuns diraient de « classes moyennes »), transformations numériques sans précédent (*leapfrog* technologique), rôle de la diaspora, etc. Mais il est aussi marqué par des permanences structurelles : des économies faiblement industrialisées et peu diversifiées, des marchés du travail largement dominés par l'informalité et le statut d'indépendant (De Vreyer et Roubaud, 2013). Alors, dans ce contexte, qu'en est-il du fait entrepreneurial ? Ces permanences structurelles masquent-elles une « révolution entrepreneuriale » en cours ? Qui sont les entrepreneurs et quelles activités développent-ils (elles) ?

Derrière la prédominance des activités informelles, des transformations sont potentiellement observables dans les pratiques des entrepreneurs informels. La révolution numérique a par exemple profondément modifié tant

l'environnement des affaires que les pratiques des entrepreneurs dans ce secteur. Avec un téléphone mobile, il est possible d'animer un espace commercial sur Facebook, d'avoir des conversations avec des groupes de partenaires ou d'assurer le paiement par des services de mobile money. Le paysage des grandes entreprises et des grands entrepreneurs interroge aussi quant aux déterminants de leur réussite et de leur ascension. Entre les deux, que sont aujourd'hui les PME du continent ? Par-delà le fait entrepreneurial lui-même, c'est aussi ce renouveau du discours faisant la promotion de l'entrepreneuriat qui est à interroger et resituer dans ce nouveau paysage.

Du côté des acteurs internationaux du développement, les raisons d'un tel discours ne manquent pas : objectifs de diversification et de montée en gamme des économies jugées trop dépendantes des matières premières, d'insertion professionnelle des catégories discriminées sur le marché du travail, de soutien au développement des nouvelles technologies, d'attractivité des capitaux étrangers et d'insertion dans une économie mondialisée, etc. Mais ce discours s'inscrit aussi et peut-être surtout dans un paysage qui est celui d'une transformation des objectifs et des formes de l'aide au développement (émergence de nouveaux pays donateurs, poids de plus en plus important des financements privés, etc.). Les diverses promesses dont l'entrepreneuriat est porteur sont à replacer dans un contexte de forte progression de l'endettement public en Afrique et de rationalisation de l'APD, qui tend de plus en plus à privilégier la création directe de richesses autour du registre de l'efficacité.

Du côté des autorités nationales, ce discours est aussi à contextualiser au regard des intérêts économiques et politiques locaux. Au-delà des injonctions assez uniformes des bailleurs multilatéraux, une multiplicité de positionnements vis-à-vis de l'entrepreneuriat et de la manière de le promouvoir existent sur le continent. Plusieurs pays africains se sont récemment dotés d'une agence nationale de promotion de l'entrepreneuriat (parfois limitée à la PME), comme les pays du Maghreb, l'Éthiopie ou le Malawi. D'autres ont davantage (ou de manière complémentaire) axé leurs réformes sur l'évolution du cadre juridique et réglementaire comme le Maroc, le Kenya ou le Rwanda et font à ce titre figure de « bons élèves » dans les classements internationaux comme le Doing Business (BAD, OCDE & PNUD, 2017). Mais d'autres pays, notamment en Afrique centrale ou dans la corne de l'Afrique, restent encore relativement à l'écart de cet agenda. De même, sur le terrain, une multiplicité de dispositifs locaux d'appui à l'entrepreneuriat coexistent (via des formations, des financements ou encore différentes aides techniques). L'action des structures publiques est ici souvent complétée et prolongée par celles d'ONG et de fondations locales ainsi que par de nouveaux acteurs privés (fonds de capital-investissement par exemple).

Nous proposons, à travers ce numéro, de saisir les évolutions à l'œuvre dans le champ de l'entrepreneuriat en Afrique, à la fois sous l'angle de la diversité de ses formes contemporaines et sous celui du renouveau d'un discours impulsé en partie par « en haut », via les bailleurs internationaux, mais aussi réapproprié de manière endogène au gré des intérêts et enjeux locaux. Trois axes principaux de réflexion sont retenus pour ce numéro :

1- Le fait entrepreneurial dans la pluralité de ses configurations en Afrique aujourd'hui

Indéniablement, le fait entrepreneurial en Afrique est aujourd'hui présenté ou médiatisé sous des traits nouveaux, mais qu'en est-il vraiment ? Dans cet axe, il s'agit d'aborder le fait entrepreneurial dans la pluralité de ses configurations et de mettre en lumière les formes spécifiques qui émergent et ont émergé sur le terrain durant les dernières années. Bien que parfois en décalage avec une certaine réalité (Ellis et Fauré, 1995), l'image d'un entrepreneuriat dit « de nécessité » ou « de subsistance » a longtemps été associée aux pays africains. Cette image est aujourd'hui grandement remise en question par l'apparition d'entreprises originellement peu structurées mais qui proposent un bien ou un service innovant ou en mesure de répondre à des problématiques mondiales (accès à l'eau, à l'énergie, etc.). La requalification de l'entrepreneuriat de « nécessité », au sein duquel les bailleurs cherchent désormais des « gazelles » ou des « entrepreneurs à fort potentiel », amène à interroger la pertinence de l'opposition classique entre nécessité et opportunité. Comment les chercheurs de différentes disciplines se saisissent-ils des formes émergentes d'entrepreneuriat en Afrique ? Une réflexion par typologie et une analyse des trajectoires individuelles pourraient être particulièrement pertinentes pour comprendre les reconfigurations dans les champs nationaux/régionaux de l'entrepreneuriat.

On pourra également interroger la manière dont se construisent les pratiques entrepreneuriales et le sens que les entrepreneurs donnent à leur acte de création. L'entrepreneuriat apparaît-il comme un parcours désiré et désirable, tant pour les jeunes que pour les femmes par exemple ? Quelles représentations sont associées à l'entrepreneuriat et à quel univers de référence se raccrochent-elles ?

Par ailleurs, l'entrepreneuriat, dans l'approche libérale, apparaît comme un moyen d'émancipation des femmes, qui passe d'abord par l'économique et l'accès à une position sur le marché du travail (Charlier *et al.*, 2018). Un état des lieux s'impose : selon quelles conditions les femmes africaines entreprennent-elles aujourd'hui ? Quelles spécificités revêt l'entrepreneuriat féminin, à la fois dans le parcours et les caractéristiques des créatrices d'entreprises ? Quelles limites et contraintes expérimentent-elles dans un univers qui demeure, dans la majorité des pays, essentiellement masculin ? Une réflexion pourra être entreprise sur l'autonomisation financière qu'est censée permettre la création d'entreprise : l'entrepreneuriat est-il désormais un « choix » pour les femmes ou constitue-t-il une forme renouvelée de domination et de perdurance des inégalités de genre ?

Les comparaisons entre différents contextes africains mais également dans une perspective internationale (hors Afrique) permettront de révéler la diversité des formes que prend l'acte entrepreneurial et le rapport différencié qu'entretiennent avec lui les entrepreneurs étudiés.

2- L'économie politique du discours de valorisation/promotion de l'entrepreneuriat : entre injonctions internationales, réappropriations et résistances locales

Ce deuxième axe pourra s'intéresser à l'économie politique de ce discours de promotion et de valorisation de l'entrepreneuriat très largement porté par les acteurs internationaux du développement (bailleurs publics comme opérateurs privés) mais aussi réapproprié/contesté par les autorités et acteurs locaux sous des formes diverses.

Plus précisément, on pourra souligner les processus par lesquels l'entrepreneuriat, promu notamment par les acteurs (et quels acteurs) du Nord, est devenu (ou non) un enjeu politique en Afrique. Cela amène entre autres à questionner les hybridations ou tensions (public/privé, local/global, endogène/exogène, etc.) à l'œuvre dans la manière dont l'entrepreneuriat est promu et ce que nous dit la diffusion d'une rhétorique entrepreneuriale libérale – qui tend à individualiser et responsabiliser – sur la place et le rôle de l'État dans les différents contextes africains. Une comparaison avec les années des PAS serait ici heuristique pour comprendre comment se réinvente cette rhétorique.

Face à ce que certains acteurs nomment l' « africapitalisme », il s'agit, en outre, comme nous y invite J. Copans (1991, p. 35), de dépasser l'hypothèse d'un simple « effet mimétique de l'Occident » ou à l'inverse d'une « forme culturaliste particulière », en interrogeant la circulation des pratiques et des représentations à l'échelle du continent. Quels « entrepreneuriats » sont aujourd'hui valorisés et promus en Afrique, par qui et dans quel(s) but(s) ?

Le social business (ou entrepreneuriat social) et l'entrepreneuriat « innovant » reçoivent de nombreuses attentions, souvent au détriment des formes alternatives qui relèvent par exemple de l'économie sociale et solidaire (ESS). Globalement, qui sont les porteurs de la pénétration des registres discursifs occidentaux (« start-up », social business, etc.) dans les différents contextes nationaux ? Dans la mesure où les migrations de retour s'intensifient, comment ces rhétoriques circulent-elles et quels canaux utilisent-elles ? Sur ce point, la question des relais en interne et des rapports de force au sein des champs de l'entrepreneuriat apparaît centrale (dualisme entre le petit entrepreneuriat d'un côté et les grands groupes industriels de l'autre). À l'instar d'Akinkugbe et Wohlmuth (2016), on pourra par exemple s'interroger sur le rôle des « classes moyennes » africaines dans l'adoption des rhétoriques « pro-business » et leur vocation (ou non) à combler ce « missing middle » (absence de structures productives de taille moyenne) dans le champ de l'entrepreneuriat. À l'inverse, on pourra réfléchir à comment, face à la pénétration d'instruments qui visent à « étendre et approfondir les formes du marché et à imposer aux activités économiques le modèle idéalisé de l'organisation entrepreneuriale » (Labazée, 2002, p. 377), les différents acteurs économiques s'adaptent et/ou résistent et à comment cela se retranscrit dans les pratiques économiques.

On pourra enfin engager une réflexion plus globale sur ce que nous dit cette rhétorique entrepreneuriale sur la manière de faire et de promouvoir le développement en Afrique et plus globalement dans d'autres zones géographiques. On peut à ce titre regarder comment elle pénètre des champs qui en étaient alors relativement à l'écart, et aux problèmes qui se posent alors, comme dans le monde associatif ou le secteur agricole (Haubert, 1999).

3- Les dispositifs d'incitation et d'appui à l'entrepreneuriat : état des lieux et effets

Dans un contexte où les dispositifs visant à la création d'entreprises se multiplient, il apparaît en effet nécessaire de confronter les intentions à l'épreuve des faits. Plusieurs travaux concluent à l'inefficacité économique, partielle ou totale, des dispositifs venant du Nord, souvent inadaptés aux spécificités locales, pour susciter des vocations *ex nihilo* (Boussetta *et al.*, 2013 au Maroc, Fanny-Tognisso et Roux, 2017 en Côte d'Ivoire, Brière *et al.*, 2017 en Afrique-du-Sud et au Rwanda, etc.). Plus largement, quelle est la viabilité à long terme des structures créées dans le cadre de dispositifs qui bien souvent sont formatés pour fonctionner à court terme ? Quels effets les dispositifs génèrent-ils sur le niveau de vie des entrepreneurs et leur positionnement social ? Au niveau plus macro, cela soulève aussi la question des effets d'entraînement et des retombées sur les autres secteurs, donc à interroger l'entrepreneuriat à l'aune de ses promesses.

Se pose, de manière complémentaire, la question de la transférabilité de dispositifs d'entrepreneuriat au regard de leur tendance homogénéisante (Labazée, 2002) et la cohérence des échelles auxquelles ils sont pensés : comment les dispositifs intègrent-ils les caractéristiques et enjeux locaux ? Quelles distorsions introduisent-ils alors dans la manière d'entreprendre et de gérer les entreprises ? En quoi divergent-ils, dans leur configuration ou leurs résultats, des actions et dispositifs pensés localement ?

Globalement l'injonction à la responsabilisation et la prise en charge de soi par soi renforce, voire crée différentes inégalités : *quid* des jeunes les plus éloignés de l'emploi, qui ne disposent pas ou peu de capitaux scolaire ou économique ? Quelles barrières se dressent face à eux dans l'accès à l'entrepreneuriat, quelles que soient ses formes ? Quels effets de sélection la profusion de ces dispositifs crée-t-elle dans l'accès à l'entrepreneuriat ?

Enfin, pour de nombreuses populations, la nécessité d'entreprendre demeure présente, en dehors des dispositifs : quelles évolutions constate-t-on ces dernières années dans le petit entrepreneuriat informel ? Certaines réformes, comme la création du statut de l'autoentrepreneur (au Maroc par exemple), visent avant tout à la formalisation d'activités exercées alors dans l'ombre des autorités publiques : observe-t-on un processus massif de formalisation dans les pays africains qui mènent ce type de politiques ? Ces formalisations marquent-elles des trajectoires vers la création de structures plus pérennes et rémunératrices pour les entrepreneurs concernés ?

Dans la mesure où certaines des dynamiques décrites dans cet appel peuvent s'appliquer en dehors du continent africain, les propositions portant sur d'autres contextes en développement seront également étudiées, en particulier si elles ouvrent sur une perspective comparative.

Cadrage / Participation au dossier du n°245 (2021-1)

Ce dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire. Les auteur·e·s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·e·s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la science politique, l'économie, l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, la philosophie.

Les auteur·e·s sont invité·e·s à explorer le thème du dossier à partir d'analyses locales, nationales, inter- et transnationales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-245 », comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier joint intitulé « NOM DE L'AUTEUR-245-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·es dont les propositions d'article ont été sélectionné·es sont invité·es à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les articles (de 40 000 signes, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les consignes aux auteurs sur le carnet de recherches des publications de l'IEDES), mais l'auteur·e s'engage à ce que l'article ne fasse pas l'objet d'une soumission parallèle dans une autre revue.

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 14 février 2020** à :

- la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- les co-responsables de ce numéro spécial :

Jean-Philippe Berrou (j.p.berrou@sciencespobordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM

Quentin Chapus (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)

Yvette Onibon Doubogan (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

Les auteur·es présélectionné·es par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·es par l'équipe de la revue la semaine du **24/02/2020**.

- **Les premières versions des articles (V1)**, conformes aux consignes aux auteur·es de la revue, seront envoyées par les auteur·es aux quatre courriels précités avant le **27/04/2020**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité. La demande de rédaction d'une première version de l'article ne constitue pas un engagement de la revue pour une publication, l'article devant être validé, suite aux différentes étapes du processus d'évaluation, par le comité éditorial.

La sortie en librairie de ce n°245 2021-1 est prévue pour le premier trimestre 2021.

Références citées

Abdelkrim S., 2017, *Startup Lions : au cœur de l'African Tech*, Wrocław, Amazon Fulfillment.

Abebe G., Assefa B., Gebre-eyesus M., Degu, T., 2018, « Identifying dynamic and constrained entrepreneurs in low income countries: evidence from Ethiopia », *Working Papers n° 022*, Ethiopian Development Research Institute, https://www.edri.org.et/Resources/Working_Papers/EDRI_WP023_Identifying_dynamic_constrained_entrepreneurs_n.pdf

Agence Française de Développement, « L'écosystème AFD au service de l'entrepreneuriat innovant africain », 16-21 novembre 2018, <https://www.afd.fr/fr/ecosysteme-afd-au-service-de-l-entrepreneuriat-innovant-africain>

Akinkugbe O., Wohlmuth K., 2016, « Africa's Middle Class, Africa's Entrepreneurs and the 'Missing Middle' », dans Melber H. (dir.), *The Rise of Africa's Middle Class: Myths, Realities and Critical Engagements*, Londres, Zed Books, p. 69-94.

Ayittey G. (dir.), 2005, *Africa Unchained: The Blueprint for Africa's Future*, New-York, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-1-137-12278-0](https://doi.org/10.1007/978-1-137-12278-0)

BAD, OCDE, PNUD, 2017, *Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation*, Paris, Éditions OCDE. DOI : [10.1787/aeo-2017-fr](https://doi.org/10.1787/aeo-2017-fr)

Botzung M., 1996, « Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise », *Revue Tiers Monde*, vol. 37, n° 145, p. 135-151. DOI : [10.3406/tiers.1996.5034](https://doi.org/10.3406/tiers.1996.5034)

Boussetta M., Ezznati M., Achour F. Z., Daoui D. *et al.*, 2013, « Entrepreneuriat des jeunes et développement de l'esprit d'entreprise au Maroc : l'expérience de Moukawalati », *ICBE Policy Brief*, n° 33, TrustAfrica,

<http://trustafrica.org/en/publications-trust/icbe-research-reports?download=307:entrepreneuriat-des-jeunes-et-developpement-de-l-esprit-d-entreprise-au-maroc-l-experience-de-moukawalati>

- Brière S., Auclair I., Tremblay M., 2017, « Soutenir les femmes entrepreneurs en contexte africain : vers une nouvelle approche dynamique et collective », *Revue internationale P.M.E.*, vol. 30, n° 3-4, p. 69-97. DOI : [10.7202/1042661ar](https://doi.org/10.7202/1042661ar)
- Charlier S., In't Zandt K., Maquestiau P., 2018, « De l'individuel au collectif, l'empowerment des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer », dans Yépez del Castillo I., Charlier S., Lemaître A., Piccoli E., Verhaegen É. (dir.), *Le développement revisité : 60 ans d'études du développement*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 163-175. CNUCED, 2015, *Promouvoir l'entrepreneuriat au service du développement*, Note du secrétariat, Genève, 20-24 avril 2015, https://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ciid29_fr.pdf
- Copans J., 1991, « De l'anthropologie des travailleurs à l'anthropologie de l'entreprise : hypothèses africanistes », *Journal des anthropologues*, n° 43-44, p. 29-37. DOI : [10.3406/jda.1991.1587](https://doi.org/10.3406/jda.1991.1587)
- Cordonnier R., 1987, *Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissus de la ville de Lomé (Togo)*, Paris, L'Harmattan.
- Dana L.-P., Ratten V., Honyenuga B. Q. (dir.), 2018, *African Entrepreneurship: Challenges and Opportunities for Doing Business*, Cham, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-3-319-73700-3](https://doi.org/10.1007/978-3-319-73700-3)
- DeJaeghere J., Baxter A., 2014, « Entrepreneurship education for youth in sub-Saharan Africa: A capabilities approach as an alternative framework to neoliberalism's individualizing risks », *Progress in Development Studies*, vol. 14, n° 1, p. 61-76. DOI : [10.1177/1464993413504353](https://doi.org/10.1177/1464993413504353)
- Denieul P.-N., Madoui M. (dir.), 2011, *Entrepreneurs maghrébins : Terrains en développement*, Paris/Tunis, Karthala/IRMC.
- Ellis S., Fauré Y.-A. (dir.), 1995, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala/ORSTOM.
- Fanny-Tognisso A., Roux T., 2017, « Création d'entreprises et investissement en Côte d'Ivoire », *Afrique Contemporaine*, vol. 3, n° 263-264, p. 230-232. DOI : [10.3917/afca.263.0230](https://doi.org/10.3917/afca.263.0230)
- Fauré Y.-A., Labazée P. (dir.), 2000, *Petits patrons africains : entre l'assistance et le marché*, Paris, Karthala.
- Fosu A. K. (dir.), 2015, *Growth and Institutions in African Development*, New-York, Routledge.
- Gelb A., Meyer C., Ramachandran V., 2014, « Development as Diffusion: Manufacturing Productivity and Sub-Saharan Africa's Missing Middle », *Working Paper n° 357*, Center for Global Development, http://www.cgdev.org/sites/default/files/development-diffusion-market-productivity_final.pdf.
- Haubert M., 1999, « L'application des politiques libérales dans le secteur agricole et le rôle des paysans comme entrepreneurs », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, n° 157, p. 87-106. DOI : [10.3406/tiers.1999.5368](https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5368)
- Honeyman C. A., 2016, *The Orderly Entrepreneur: Youth, Education and Governance in Rwanda*, Stanford, Stanford University Press.
- Kilby P. (dir.), 1971, *Entrepreneurship and Economic Development*, New York, The Free Press.
- Labazée P., 2002, « Les entrepreneurs entre le local et le global », *Les Temps Modernes*, vol. 4-5, n° 620-621, p. 357-391. DOI : [10.3917/ltn.620.0357](https://doi.org/10.3917/ltn.620.0357)
- Margurie A., 2017, « Étude de capitalisation : Impact et mise en œuvre de programmes de soutien à l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne », *Notes Techniques*, n° 37, Agence Française de Développement, <https://www.afd.fr/fr/nt-37-entrepreneuriat-ass-rci>
- Marris P., Somerset A., 1972, *The African Entrepreneur: A Study of Entrepreneurship and Development in Kenya*, New-York, Africana Publishing Corporation.
- Marsden K., 1990, « African Entrepreneurs: Pioneers of Development », n° IFD 9*IFC, working paper series, Washington, D.C., International Finance Corporation, <http://documents.worldbank.org/curated/en/435281468202452468/African-entrepreneurs-pioneers-of-development>
- Page J. M., Steel W. F., 1986, *Le développement des petites entreprises : questions économiques tirées du contexte africain*, document technique n° 26F, Washington, D.C., Banque Mondiale.
- Severino J.-M., Hajdenberg J., 2016, *Entrepreneuriat Afrique*, Paris, Odile Jacob.

CALL FOR PAPERS

“Entrepreneurship in Africa: The (Re)Emergence of a Discourse or a Reconfiguration of Practices?”

Revue internationale des études du développement no. 245 (2021-1)

Editors

- **Jean-Philippe Berrou** (j.p.berrou@sciencespobordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM
- **Quentin Chapus** (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)
- **Yvette Onibon Doubogan** (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

Thanks to the socioeconomic transformations that the African continent has undergone since the beginning of the new millennium, entrepreneurs and entrepreneurship in general have become the subject (again) of marked enthusiasm both from international development and cooperation actors (UNCTAD, 2015; AfDB, OECD, & UNDP, 2017; and AFD, 2018) and from academics (Fosu, 2015; Dana *et al.*, 2018). For some authors, these (new) entrepreneurs are nothing less than those “who are creating the continent’s economic and social history today” (Severino and Hajdenberg, 2016, pp. 18-19).

Such enthusiasm is not new. While the theory of the “entrepreneurial bottleneck” (Kilby, 1971) dominated in the 1960s and 1970s, justifying entrepreneurial states, the neoliberal wave of structural adjustment programs (SAP) restored private initiative from the 1980s to the early 1990s. As part of a strategy to reinstitute markets and symmetrically reduce the state’s role, the figure of the entrepreneur was magnified and idealized, including in the most atypical forms which had previously been neglected, such as informal small entrepreneurship (De Soto, 1986). This “adjustment with a human face” was epitomized by a series of measures launched at the time to support microenterprises. At the academic level, this period gave rise to the first ambitious studies of African companies and entrepreneurs (see the collective works of Ellis and Fauré, 1995 and Fauré and Labazée, 2000). Contrary to previous “heroic” accounts based on a few entrepreneurial success stories (Marsden, 1991 or Cordonnier’s “Benz Nanas,” 1982), these studies described the plural nature of entrepreneurship on the continent very finely, by placing it in the national or regional context in which it arose.

The re-emergence of this “pro-entrepreneurial” discourse almost twenty years later is therefore of interest. Admittedly, the African continent has been undergoing significant socioeconomic transformations since the turn of the millennium: a new cycle of strong economic growth, population growth and urbanization, poverty exit and the emergence of intermediate categories of income (some would say “middle classes”), unprecedented digital transformations (technological leapfrog), the role of the diaspora, etc. Yet structural permanence is still at work: weakly industrialized, poorly diversified economies and labor markets which are largely dominated by informality and self-employment (De Vreyer and Roubaud, 2013). In this context, what can be made of entrepreneurship? Does this structural permanence mask an “entrepreneurial revolution” in progress? Who are these entrepreneurs and what activities have they developed?

Behind the predominance of informal activities, transformations may be observed in the practices of informal entrepreneurs. For example, the digital revolution has deeply changed both the business environment and the practices of entrepreneurs in this sector. With a mobile phone, they can run a business through Facebook, have conversations with their partners, or ensure payment through mobile money services. As for major companies and entrepreneurs, what are the determinants of their success and their rise to power? Between the two, what SMEs can be found on the continent today? Beyond entrepreneurship itself, this renewed discourse promoting entrepreneurship should be examined in light of this new landscape.

On the side of international development actors, there are a number of reasons for such a discourse: it aims at diversifying and upscaling economies that are considered too dependent on raw materials, at integrating categories that are discriminated against on the labor market, at supporting the development of new technologies, at attracting foreign capital,

at fitting into the global economy, etc. Yet this discourse is also and perhaps particularly part of the transformed objectives and forms of development aid (the emergence of new donor countries, the growing weight of private funding, etc.). The various promises of entrepreneurship should be seen in the context of a sharply increasing public debt in Africa and of the streamlining of ODA, which tends more and more to favor the direct creation of wealth and efficiency.

On the side of national authorities, this discourse is also to be examined by taking local economic and political interests into consideration. Beyond multilateral donors' fairly uniform injunctions, there are multiple positions vis-à-vis entrepreneurship and how it should be promoted on the continent. Several African countries have created national agencies for the promotion of entrepreneurship (sometimes limited to SMEs), such as North African countries, Ethiopia, or Malawi. Others have rather (or complementarily) focused their reforms on the evolution of the legal and regulatory framework, such as Morocco, Kenya, or Rwanda, and are as such "good performers" in international rankings such as the Doing Business ranking (AfDB, OECD, & UNDP, 2017). Yet, other countries, particularly in Central Africa or in the Horn of Africa, have somewhat kept their distance from this agenda. Similarly, numerous local support schemes for entrepreneurship coexist on the ground (through training, financing, or various technical aids). The action of public organizations is often supplemented and extended by that of NGOs and local foundations, as well as by new private actors (private equity funds for example).

In this issue, we propose to tackle the ongoing evolutions of entrepreneurship in Africa, both in terms of its diverse contemporary forms and of the partly top-down renewal of the discourse stemming from international donors, a discourse which has also been endogenously reclaimed according to local interests and issues. The issue will focus on three main themes.

1- The Multiple Configurations of Entrepreneurship in Africa Today

There is no doubt that it is the new features of entrepreneurship in Africa that are currently presented or covered by the media; but does this vision match reality? The focus here is on examining the multiple configurations of entrepreneurship and highlighting the specific forms that have been emerging these past few years.

Although sometimes at odds with a certain reality (Ellis and Fauré, 1995), the image of so-called "necessity" or "subsistence" entrepreneurship has long been associated with African countries. This image is greatly challenged today by the emergence of originally little-structured companies offering an innovative good or service, or responding to global issues (access to water, energy, etc.). Amending the image of this "necessity" entrepreneurship, in which donors are now looking for "gazelles" or "high-potential entrepreneurs," leads to questioning the relevance of the standard opposition between "necessity" and "opportunity." How do scholars from different fields tackle the emerging forms of entrepreneurship in Africa? The use of typology and the analysis of individual trajectories could be particularly relevant to understand the reconfigurations of entrepreneurship at the national/regional levels.

The way in which entrepreneurial practices are constructed and the meaning that entrepreneurs give to what they have created can also be examined. Does entrepreneurship appear as a desired as well as desirable path, both for young people and women for instance? What representations are associated with entrepreneurship and which frame of reference are they related to?

Moreover, in the liberal approach, entrepreneurship appears as a means of emancipation of women, which goes through the economic channel and the access to a position on the labor market first (Charlier *et al.*, 2018). An assessment of the state of play is needed: under what conditions do African women become entrepreneurs today? What are the specificities of female entrepreneurship, both in terms of career path and characteristics of female entrepreneurs? What limits and constraints do women face in a world that remains mostly male in a majority of countries? One possible line of analysis concerns the financial empowerment that creating a company should allow for: is entrepreneurship a "choice" for women now, or does it perpetuate a form of domination and gender inequalities?

Comparisons between different African contexts but also from an international perspective (outside Africa) can shed light on the diverse forms taken by entrepreneurship and the differentiated relationship that the entrepreneurs studied have with it.

2- The Political Economy of the Discourse Favoring/Promoting Entrepreneurship: International Injunctions, Reclamation, and Local Resistance

This second theme focuses on the political economy of the discourse promoting and favoring entrepreneurship which international development actors (public donors as well as private operators) engage in, but which local authorities and actors also reclaim/challenge in various ways.

More specifically, authors can highlight the process through which entrepreneurship, which is promoted in particular by actors (and which actors?) from the North, has become (or not) a political issue in Africa. This leads to examining the hybridizations or tensions (public/private, local/global, endogenous/exogenous, etc.) at play in the way entrepreneurship is promoted, and what the spread of an entrepreneurial, liberal rhetoric – which tends to individualize and empower – tells us about the place and role of the state in different African contexts. A comparison with the SAP years would be heuristic here to understand how this rhetoric has been reinvented.

In the face of what some actors call “Africapitalism,” and following J. Copans’s suggestion (1991: 35), it is necessary to go beyond the hypothesis of a simple “mimetic effect to imitate the West” or, conversely, of a “specific culturalist form,” by examining the circulation of practices and representations at the scale of the continent. Which forms of “entrepreneurship” are favored and promoted today in Africa, by whom, and to what end(s)?

Social business (or social entrepreneurship) and “innovative” entrepreneurship are the focus of much attention, often to the detriment of alternative forms, such as social solidarity economy (SSE). Overall, who is responsible for conveying the Western discourse (“start-ups,” “social business,” etc.) in the different national contexts? Insofar as return migration has intensified, how does this rhetoric circulate, and what channels does it go through? On this point, the issue of internal relays and power struggles within various forms of entrepreneurship appears central (the dualism between small entrepreneurship on the one hand and large industrial groups on the other). Following Akinkugbe and Wohlmuth (2016), authors may examine the role of African “middle classes” in adopting the pro-business rhetoric, and investigate whether this group can be expected (or not) to fill the “missing middle” gap (lack of medium-sized companies) in the field of entrepreneurship. Conversely, in the face of the penetration of instruments that aim to “extend and deepen the forms of the market and to impose the idealized model of entrepreneurial organization on economic activities” (Labazée, 2002, p. 377), authors may study how the different economic actors have adapted and/or resisted, and how this is reflected in economic practices.

Finally, authors may engage in a more global reflection on what this entrepreneurial rhetoric tells us about how to implement and promote development in Africa, and more broadly in other geographical areas. In this respect, one may look at how this rhetoric has penetrated fields which used not to be concerned by it, and explore the problems that have arisen as a consequence in non-profit organizations or in the agricultural sector for instance (Haubert, 1999).

3- Incentive and Support Schemes for Entrepreneurship: State of Play and Effects

With the increasing number of schemes aiming at the creation of companies, it appears necessary to confront intentions to facts. Several studies have concluded that schemes originating in the North are partially or totally inefficient economically, as they are often ill-adapted to local specificities and fail to give rise to career choices *ex nihilo* (Boussetta *et al.*, 2013 in Morocco; Fanny-Tognisso and Roux, 2017 in Ivory Coast; Brière *et al.*, 2017 in South Africa and Rwanda; etc.). More broadly: what is the long-term viability of structures created thanks to such often nearsighted schemes? What are the effects of these schemes on entrepreneurs’ standard of living and on their social position? At the more macro level, this also raises the issue of spillover effects and consequences on other sectors, thus leading to assessing entrepreneurship in the light of its promises.

In addition, this begs the question of the transferability of entrepreneurial schemes in view of their tendency to homogenize (Labazée, 2002), and of the coherence of the scales on which they are conceived: how do the schemes integrate local characteristics and stakes? What distortions do they introduce in the way businesses are set up and managed? How do they differ in their configuration or results from those actions and schemes which are conceived locally?

Overall, the injunction for empowerment and self-management reinforces and even generates different inequalities: what about young people who are furthest from employment and have little or no educational or economic capital? What barriers do they face in accessing entrepreneurship, whatever its forms? What selection effects does the abundance of such schemes create in the access to entrepreneurship?

Lastly, for many populations, the necessity of becoming entrepreneurs remains irrelevant to the schemes: what evolutions have been observed in recent years in small informal entrepreneurship? Some reforms, such as the creation of the self-employed status (in Morocco for example), aim above all at formalizing activities that used to take place outside the scope of public authorities: has there been a massive formalization process in the African countries that have implemented such policies? Has this formalization led to the creation of more sustainable and lucrative structures for the entrepreneurs concerned?

To the extent that some of the dynamics described in this call for papers may apply outside the African continent, proposals bearing on other developing countries will also be considered, particularly if they open onto a comparative perspective.

Framework / Participation in Issue no. 245 (2021-1) of the RIED

This issue will favor an interdisciplinary approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, political science, economics, history, anthropology, psychology, and philosophy.

Authors should explore the theme of this Issue through local, national, international, and transnational analyses. The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1- Proposal Submission

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words, or one page.

The proposals (entitled "AUTHOR'S NAME-Proposition-245) must include:

- a title: 70 characters (with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- bibliographical references (not included in the character count);
- a separate file entitled "AUTHOR'S NAME-Infos" providing the authors' first names and last names, their status, and their institutional affiliation, as well as their email addresses.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team.

2- Article Submission

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must follow the guidelines below. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (40,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the guidelines for authors on the blog for the publications of the IEDES).

Publication Calendar

Article proposals must be submitted by February 14th, 2020 to:

- The editorial office: revdev@univ-paris1.fr

The editors of this issue:

- **Jean-Philippe Berrou** (j.p.berrou@sciencespobordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM
- **Quentin Chapus** (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)

- **Yvette Onibon Doubogan** (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

- **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified the week of February 24th, 2020.
- **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the four aforementioned email addresses by April 27th, 2020.
- **The evaluation process** will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic; no. 245 2021-1 is expected to be published in the first semester of 2021.

References

- Abdelkrim S., 2017, *Startup Lions : au cœur de l'African Tech*, Wrocław, Amazon Fulfillment.
- Abebe G., Assefa B., Gebre-eyesus M., Degu, T., 2018, « Identifying dynamic and constrained entrepreneurs in low income countries: evidence from Ethiopia », *Working Papers n° 022*, Ethiopian Development Research Institute, https://www.edri.org.et/Resources/Working_Papers/EDRI_WP023_Identifying_dynamic_constrained_entrepreneurs_n.pdf
- Agence Française de Développement, « L'écosystème AFD au service de l'entrepreneuriat innovant africain », 16-21 novembre 2018, <https://www.afd.fr/fr/ecosysteme-afd-au-service-de-l-entrepreneuriat-innovant-africain>
- Akinkugbe O., Wohlmuth K., 2016, « Africa's Middle Class, Africa's Entrepreneurs and the 'Missing Middle' », dans Melber H. (dir.), *The Rise of Africa's Middle Class: Myths, Realities and Critical Engagements*, Londres, Zed Books, p. 69-94.
- Ayittey G. (dir.), 2005, *Africa Unchained: The Blueprint for Africa's Future*, New-York, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-1-137-12278-0](https://doi.org/10.1007/978-1-137-12278-0)
- BAD, OCDE, PNUD, 2017, *Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation*, Paris, Éditions OCDE. DOI : 10.1787/aeo-2017-fr
- Botzung M., 1996, « Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise », *Revue Tiers Monde*, vol. 37, n° 145, p. 135-151. DOI : [10.3406/tiers.1996.5034](https://doi.org/10.3406/tiers.1996.5034)
- Boussetta M., Ezznati M., Achour F. Z., Daoui D. et al., 2013, « Entrepreneuriat des jeunes et développement de l'esprit d'entreprise au Maroc : l'expérience de Moukawalati », *ICBE Policy Brief*, n° 33, TrustAfrica, <http://trustafrica.org/en/publications-trust/icbe-research-reports?download=307:entrepreneuriat-des-jeunes-et-developpement-de-l-esprit-d-entreprise-au-maroc-l-experience-de-moukawalati>
- Brière S., Auclair I., Tremblay M., 2017, « Soutenir les femmes entrepreneurs en contexte africain : vers une nouvelle approche dynamique et collective », *Revue internationale P.M.E.*, vol. 30, n° 3-4, p. 69-97. DOI : [10.7202/1042661ar](https://doi.org/10.7202/1042661ar)
- Charlier S., In't Zandt K., Maquestiau P., 2018, « De l'individuel au collectif, l'empowerment des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer », dans Yépez del Castillo I., Charlier S., Lemaître A., Piccoli E., Verhaegen É. (dir.), *Le développement revisité : 60 ans d'études du développement*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 163-175.
- CNUCED, 2015, *Promouvoir l'entrepreneuriat au service du développement*, Note du secrétariat, Genève, 20-24 avril 2015, https://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ciid29_fr.pdf
- Copans J., 1991, « De l'anthropologie des travailleurs à l'anthropologie de l'entreprise : hypothèses africanistes », *Journal des anthropologues*, n° 43-44, p. 29-37. DOI : [10.3406/jda.1991.1587](https://doi.org/10.3406/jda.1991.1587)
- Cordonnier R., 1987, *Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissus de la ville de Lomé (Togo)*, Paris, L'Harmattan.
- Dana L.-P., Ratten V., Honyenuga B. Q. (dir.), 2018, *African Entrepreneurship: Challenges and Opportunities for Doing Business*, Cham, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-3-319-73700-3](https://doi.org/10.1007/978-3-319-73700-3)
- DeJaeghere J., Baxter A., 2014, « Entrepreneurship education for youth in sub-Saharan Africa: A capabilities approach as an alternative framework to neoliberalism's individualizing risks », *Progress in Development Studies*, vol. 14, n° 1, p. 61-76. DOI : [10.1177/1464993413504353](https://doi.org/10.1177/1464993413504353)
- Denieul P.-N., Madoui M. (dir.), 2011, *Entrepreneurs maghrébins : Terrains en développement*, Paris/Tunis, Karthala/IRMC.
- Ellis S., Fauré Y.-A. (dir.), 1995, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala/ORSTOM.
- Fanny-Tognisso A., Roux T., 2017, « Création d'entreprises et investissement en Côte d'Ivoire », *Afrique Contemporaine*, vol. 3, n° 263-264, p. 230-232. DOI : [10.3917/afco.263.0230](https://doi.org/10.3917/afco.263.0230)
- Fauré Y.-A., Labazée P. (dir.), 2000, *Petits patrons africains : entre l'assistance et le marché*, Paris, Karthala.
- Fosu A. K. (dir.), 2015, *Growth and Institutions in African Development*, New-York, Routledge.
- Gelb A., Meyer C., Ramachandran V., 2014, « Development as Diffusion: Manufacturing Productivity and Sub-Saharan Africa's Missing Middle », *Working Paper n° 357*, Center for Global Development, http://www.cgdev.org/sites/default/files/development-diffusion-market-productivity_final.pdf.
- Haubert M., 1999, « L'application des politiques libérales dans le secteur agricole et le rôle des paysans comme entrepreneurs », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, n° 157, p. 87-106. DOI : [10.3406/tiers.1999.5368](https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5368)
- Honeyman C. A., 2016, *The Orderly Entrepreneur: Youth, Education and Governance in Rwanda*, Stanford, Stanford University Press.

- Kilby P. (dir.), 1971, *Entrepreneurship and Economic Development*, New York, The Free Press.
- Labazée P., 2002, « Les entrepreneurs entre le local et le global », *Les Temps Modernes*, vol. 4-5, n° 620-621, p. 357-391.
DOI : [10.3917/ltm.620.0357](https://doi.org/10.3917/ltm.620.0357)
- Margurie A., 2017, « Étude de capitalisation : Impact et mise en œuvre de programmes de soutien à l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne », *Notes Techniques*, n° 37, Agence Française de Développement, <https://www.afd.fr/fr/nt-37-entrepreneuriat-ass-rci>
- Marris P., Somerset A., 1972, *The African Entrepreneur: A Study of Entrepreneurship and Development in Kenya*, New-York, Africana Publishing Corporation.
- Marsden K., 1990, « African Entrepreneurs: Pioneers of Development », n° IFD 9*IFC, working paper series, Washington, D.C., International Finance Corporation, <http://documents.worldbank.org/curated/en/435281468202452468/African-entrepreneurs-pioneers-of-development>
- Page J. M., Steel W. F., 1986, *Le développement des petites entreprises : questions économiques tirées du contexte africain*, document technique n° 26F, Washington, D.C., Banque Mondiale.
- Severino J.-M., Hajdenberg J., 2016, *Entrepreneuriat Afrique*, Paris, Odile Jacob.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIÓN

“La iniciativa empresarial en Africa: entre resurgimiento de un discurso y reconfiguración de las prácticas”

Revue internationale des études du développement n°245 (2021-1)

Coordinación del Dossier

- **Jean-Philippe Berrou** (j.p.berrou@sciencespo-bordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM
- **Quentin Chapus** (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)
- **Yvette Onibon Doubogan** (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

Gracias a las transformaciones socioeconómicas que experimenta el continente africano desde el principio del nuevo milenio, los empresarios y la iniciativa empresarial en general vuelven a ser objeto de un entusiasmo especialmente pronunciado, tanto por parte de los actores internacionales de la cooperación y desarrollo (CNUCED, 2015; BAfD, OCDE & PNUD, 2017; AFD, 2018) como de los ámbitos académicos (Fosu, 2015; Dana *et al.*, 2018). Para algunos autores, estos (nuevos) empresarios son en realidad aquellos que “fabrican hoy la historia económica y social del continente” (Severino y Hajdenberg, 2016, p. 18-19).

Tal entusiasmo, sin embargo, no es nuevo. Si en los años 1960-1970 la tesis “del cuello de botella empresarial” (Kilby, 1971) domina y justifica el Estado empresario, la ola neoliberal de los programas de ajuste estructural (PAE) va a rehabilitar, en los años 1980 y hasta principios de los años 1990, la iniciativa privada. En una estrategia cuyo objetivo es restaurar los mercados y reducir de forma simétrica el papel del Estado, la figura del empresario se magnifica, se idealiza, incluso en sus formas más atípicas y anteriormente descuidadas, como la pequeña iniciativa empresarial informal (De Soto, 1986). Así, nuevas formas de “ajuste a dimensión humana”, un conjunto de dispositivos de apoyo a las microempresas, aparecerán en esta época. En el ámbito académico, este periodo dará lugar a las primeras obras de relevancia sobre las “Empresas y empresarios africanos” (consultar las obras colectivas de Ellis y Fauré, 1995; Fauré y Labazée, 2000). Inversamente a los relatos “heroizados” basados en algunas success stories empresariales (Marsden, 1991 o Cordonnier 1982 con las “Nanas Benz”), estos trabajos describen con precisión la pluralidad del hecho empresarial en el continente, restituyéndolo a sus contextos nacionales o regionales de origen.

La reemergencia de este discurso “pro empresarial” casi veinte años después llama, forzosamente, la atención.

Es cierto que el continente africano experimenta en este inicio de nuevo milenio transformaciones socioeconómicas importantes: nuevo ciclo de fuerte crecimiento económico, crecimiento demográfico y urbanización, abandono de la pobreza y surgimiento de categorías intermedias de ingresos (algunos las denominarían “clases medias”), transformaciones numéricas sin precedentes (leapfrog tecnológico), rol de la diáspora, etc. Pero está igualmente marcado por persistencias estructurales: economías poco industrializadas y poco diversificadas, mercados de trabajo ampliamente dominados por la informalidad y el estatuto de autónomo (De Vreyer y Roubaud, 2013). En este contexto, ¿qué ocurre con el hecho empresarial? ¿Estas persistencias estructurales esconden una “revolución empresarial” en curso? ¿Quiénes son los empresarios y qué actividades desarrollan?

Detrás del predominio de las actividades informales, transformaciones son potencialmente observables en las prácticas de los empresarios informales. La revolución numérica, por ejemplo, ha modificado profundamente tanto el entorno como las prácticas de los empresarios en el sector de los negocios. Con un teléfono móvil se puede crear un espacio comercial en Facebook, mantener conversaciones con grupos de colaboradores o realizar pagos a través de servicios de mobile money. El sector de las grandes empresas y de los grandes empresarios cuestiona los factores determinantes de su éxito y ascensión. Entre ambos, ¿qué representan las pymes del continente? Más allá del hecho empresarial en sí mismo, la renovación del discurso que realiza la promoción de la iniciativa empresarial también debe ser interrogada y restituida en este nuevo contexto.

En lo concerniente a los actores internacionales del desarrollo, no faltan los motivos para tal discurso: objetivos de diversificación y de mejora de gama de economías consideradas demasiado dependientes de las materias primas, de inserción profesional de categorías discriminadas en el mercado laboral, de apoyo al desarrollo de nuevas tecnologías, de atracción de capitales extranjeros y de inserción en una economía globalizada, etc. Pero este discurso también se inscribe y quizá, especialmente, en el contexto de transformación de los objetivos y formas de ayuda al desarrollo (emergencia de nuevos países donantes, peso cada vez mayor de la financiación privada, etc). Las diversas promesas realizadas por el empresariado deben ser reubicadas en un contexto de fuerte progresión de deuda pública en África y de racionalización de la ayuda pública al desarrollo que tiende, cada vez más, a privilegiar la creación directa de riqueza de forma eficaz.

En lo referente a las autoridades nacionales, este discurso debe ser contextualizado con respecto a los intereses económicos y políticos locales. Más allá de los requerimientos bastante uniformes de los benefactores multilaterales, en el continente existen una multiplicidad de posicionamientos frente a la iniciativa empresarial y a la manera de promoverla. Varios países africanos han creado, recientemente, una agencia nacional para la promoción de la creación de empresas (en ocasiones limitada a las pymes), como los países del Magreb, Etiopía o Malawi. Otros han basado sus reformas en mayor medida (o de forma complementaria), en la evolución del marco jurídico y reglamentario, como Marruecos, Kenia o Ruanda, y son considerados, en este sentido, “buenos alumnos” en las clasificaciones internacionales como Doing Business (BAD, OCDE & PNUD, 2017). Sin embargo, otros países, principalmente en África central o en el Cuerno de África, se mantienen relativamente alejados de esta agenda. Asimismo, sobre el terreno, coexisten múltiples dispositivos locales de ayuda a la iniciativa empresarial (a través de formaciones, financiaciones o diferentes ayudas técnicas). A menudo, la acción de las estructuras públicas se ve aquí completada y prolongada por ONG y fundaciones locales, y por nuevos actores privados (por ejemplo, fondos de capital-inversión).

Proponemos, a través de este número, captar las evoluciones en curso en el terreno de la iniciativa empresarial en África, bajo la perspectiva de la diversidad de sus formas contemporáneas y de la renovación de un discurso impulsado en parte, “desde arriba”, por los benefactores internacionales pero igualmente reapropiado de manera endógena en función de los intereses y desafíos locales. Este número selecciona tres enfoques principales de reflexión:

1- El hecho empresarial en la pluralidad de sus configuraciones en África hoy

Indudablemente, el hecho empresarial en África se presenta o mediatiza hoy bajo perspectivas diferentes pero, ¿qué ocurre realmente? En este enfoque, se trata de abordar el hecho empresarial en la pluralidad de sus configuraciones y poner de manifiesto las formas específicas que surgen o han surgido, en el terreno, a lo largo de los últimos años.

La imagen de un empresariado denominado “de necesidad” o “de subsistencia” ha estado asociada a los países africanos, a pesar que en ocasiones esta imagen resulte desfasada con cierta realidad (Ellis y Fauré, 1995). En la actualidad, esta imagen está cuestionada de forma importante debido a la aparición de empresas poco estructuradas originalmente pero que proponen un bien o servicio innovador o capaz de responder a problemáticas mundiales (acceso al agua, energía, etc). La recalificación del empresariado de “necesidad” en el que los benefactores buscan actualmente “empresas gacela” o “empresarios con gran potencial” lleva a interrogarse sobre la pertinencia de la oposición clásica “necesidad”/“oportunidad”. ¿De qué manera interpretan los investigadores de disciplinas diferentes las formas emergentes de iniciativa empresarial en África? Una reflexión por tipología y un análisis de trayectorias individuales podrían ser especialmente pertinentes para entender las reconfiguraciones en los ámbitos nacionales/regionales de la iniciativa empresarial.

Podríamos preguntarnos también acerca de la manera en la que se construyen las prácticas empresariales y del sentido que los empresarios atribuyen a su acto de creación. ¿Se revela la iniciativa empresarial como una trayectoria deseada y deseable, por ejemplo, por jóvenes y mujeres? ¿Qué representaciones se asocian a la creación de empresas y a qué universo de referencia se aferran?

De hecho, la iniciativa empresarial desde el punto de vista liberal, se manifiesta como un medio de emancipación de las mujeres que pasa primero por el aspecto económico y por el acceso a una posición en el mercado laboral (Charlier *et al.*, 2018). Se impone un diagnóstico: ¿bajo qué condiciones emprenden actualmente las mujeres africanas? ¿Qué especificidades reviste el emprendimiento femenino, a la vez en su trayectoria y elementos característicos, como creadoras de empresas? ¿Qué límites y condicionantes afrontan en un universo que sigue siendo masculino en la mayoría de los países? Se podría plantear una reflexión acerca de la autonomización financiera que, se supone, permite la creación de

empresas: ¿es actualmente el emprendimiento una “elección” para las mujeres o constituye una forma renovada de dominación y de perduración en el tiempo de las desigualdades de género?

Las comparaciones entre diversos contextos africanos pero, igualmente, en una perspectiva internacional (al exterior de África), permitirán revelar las diferentes formas que adopta el acto de creación de una empresa y la relación diferenciada que mantienen los empresarios objetos de estudio con tal acto.

2- La economía política del discurso de valorización/promoción del emprendimiento: requerimientos internacionales, reapropiaciones y resistencias locales

Este segundo enfoque podría analizar la economía política del discurso de promoción y valorización del emprendimiento, sostenido de forma muy vasta por los actores internacionales del desarrollo (benefactores públicos y operadores privados) pero reapropiado/rebatido por las autoridades y los actores locales bajo diversas formas.

Se podría destacar, de forma más detallada, los procesos que han permitido que el emprendimiento, impulsado especialmente por los actores (y vaya actores) del Norte, se haya convertido (o no) en un reto político en África. Ello conduce a cuestionar las hibridaciones o tensiones (público/privado, local/global, endógeno/exógeno, etc) en práctica en la manera en la que el emprendimiento es promovido, y lo que que la difusión de un discurso empresarial liberal nos muestra –que tiende a individualizar y responsabilizar– sobre la situación y el rol del Estado en los diferentes contextos africanos. Para entender cómo se reinventa esta retórica, una comparación con los años de los PAE sería heurística.

En contra de lo que algunos actores denominan el “africapitalismo”, se trata adicionalmente, como promulga J. Copans (1991, p. 35), de superar la hipótesis de un simple “efecto mimético de Occidente” o, inversamente, de una “forma culturalista particular”, cuestionando la circulación de las prácticas y de las representaciones a la escala del continente. ¿En la actualidad, qué “emprendimientos” son valorizados e impulsados en África, por quién y con qué finalidad?

El social business (o emprendimiento social) y el emprendimiento “innovador” reciben numerosas atenciones, a menudo en detrimento de formas alternativas que manifiestan, por ejemplo, la Economía Social y Solidaria (ESS). ¿Quiénes son, de forma global, los responsables de la introducción de términos discursivos occidentales (“start-up”, social business, etc) en los diferentes contextos nacionales? Teniendo en cuenta que las migraciones de retorno se intensifican, ¿cómo circulan y qué canales utilizan estas retóricas? A este respecto, la cuestión de los relevos internos y relaciones de poder en los sectores del emprendimiento parece central (dualismo entre el pequeño empresariado, de un lado, y los grandes grupos industriales, del otro). Según señalan Akinkugbe y Wohlmut (2016), podremos preguntarnos, por ejemplo, acerca del rol de las “clases medias” africanas en la adopción de las retóricas “pro-business” y su vocación (o no vocación) a colmar este “missing middle” (ausencia de estructuras productivas de mediano tamaño) en el sector del emprendimiento. Inversamente, se podría reflexionar sobre cómo los diferentes actores económicos se adaptan y/o resisten y cómo esto vuelve a transcribirse en las prácticas económicas, frente a la penetración de instrumentos que pretenden “expandir y profundizar las formas del mercado e imponer, a las actividades económicas, el modelo idealizado de la organización empresarial” (Labazée, 2002, p. 377).

Finalmente, se podría entablar una reflexión más global sobre aquello que propugna esta retórica empresarial acerca de la manera de llevar a cabo y promover el desarrollo en África, y más ampliamente, en otras zonas geográficas. En este sentido, se podría observar cómo aquella penetra en sectores que antes se encontraban relativamente al margen y a los problemas que se planteaban, como en el ámbito asociativo o en el sector agrícola (Haubert, 1999).

3- Los dispositivos de incentivación y de apoyo a la iniciativa empresarial: situación y efectos

En un contexto en el que los mecanismos para la creación de empresas se multiplican parece necesario, en efecto, confrontar las intenciones con los hechos. Varios estudios llegan a la conclusión de la ineficacia económica, parcial o total, de medidas provenientes del Norte, a menudo inadaptadas a las idiosincrasias locales, para motivar vocaciones ex nihilo (Boussetta *et al.*, 2013, en Marruecos; Fanny-Tognisso y Roux, 2017, en Costa de Marfil; Brière *et al.*, 2017, en Sudáfrica y Ruanda; etc.). Más ampliamente: ¿cuál es la viabilidad a largo plazo de las estructuras creadas en el marco de medidas que, a menudo, están configuradas para operar a corto plazo? ¿Qué efectos generan los mecanismos en el nivel de vida de los empresarios y su posición social? Plantea igualmente la cuestión, en un aspecto más macroeconómico, de los efectos e incidencias en los otros sectores. Por lo tanto, los empresarios deben ser interrogados en función de sus promesas.

Se plantea, de forma complementaria, la cuestión de la transferibilidad de los mecanismos de iniciativa empresarial en lo que se refiere a su tendencia homogeneizadora (Labazée, 2002) y la coherencia de las escalas en las que aquellos son concebidos: ¿cómo las medidas integran los aspectos característicos y desafíos locales? ¿Qué distorsiones introducen en la

forma de emprender y gestionar las empresas? ¿En qué difieren, en la configuración o resultados, de aquellas acciones y mecanismos concebidos localmente?

Globalmente, la conminación a la responsabilización y al cuidado de uno por sí mismo, intensifica o incluso crea diferentes desigualdades: ¿qué ocurre con los jóvenes con menos posibilidades laborales, que no disponen o apenas, de un capital escolar o económico? ¿A qué barreras deben confrontarse para acceder a la creación de empresas, independientemente de la forma que esta tenga? ¿Qué efectos produce la profusión de tales medidas en el acceso a la creación empresarial? Finalmente, la necesidad de emprender sigue presente para numerosas poblaciones más allá de las medidas: ¿qué evoluciones se constatan estos últimos años en el pequeño empresariado informal? Algunas reformas, como la creación del estatuto de autónomo (por ejemplo, en Marruecos) tienen como objetivo, sobre todo, la formalización de actividades realizadas anteriormente a la sombra de las autoridades públicas: ¿se observa un proceso masivo de formalización en los países africanos que llevan a cabo este tipo de políticas? ¿Acaso estas formalizaciones manifiestan trayectorias hacia la construcción de estructuras más perennes y una mayor remuneración para los empresarios implicados?

Teniendo en cuenta que ciertas dinámicas descritas en este llamamiento a contribución pueden ser aplicadas fuera del continente africano, las proposiciones relativas a otros contextos en desarrollo serán también estudiadas, especialmente, si abordan una perspectiva comparativa.

Marco/Participación al Dossier del n°245 (2021-1) de la Revista

Este Dossier busca privilegiar una perspectiva interdisciplinaria. Se invita a autoras y autores de todas las ciencias sociales, incluyendo aunque sin restringirse a: sociología, ciencia política, economía, historia, antropología, psicología, filosofía.

Se invita a autoras y autores a explorar el tema de este dossier temático a partir de análisis locales, nacionales, internacionales y transnacionales. La contextualización de estudios empíricos, provenientes de corpus originales, el encuentro entre una perspectiva teórica sólida y un trabajo de campo, son particularmente apreciados.

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción :

1- Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama "NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-245", incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

La adecuación de la proposición a la llamada a contribución se verifica por los coordinadores y la redacción de la revista.

2- Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 40 000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement* (ver las normas de publicación a destino de los autores en el carnet de investigaciones de la publicaciones de IEDES.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 14 Febrero 2020 a:

- la redacción: revdev@univ-paris1.fr

las corresponsables del Dossier especial:

- **Jean-Philippe Berrou** (j.p.berrou@sciencespobordeaux.fr), économiste, MCF à Science Po Bordeaux/LAM
- **Quentin Chapus** (quentin.chapus@univ-paris1.fr), socio-économiste, doctorant au LISE (CNAM-CNRS)
- **Yvette Onibon Doubogan** (yvette.onibon@gmail.com), sociologue, MCF à l'université de Parakou/CAMES

- **Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 24/02/2020.

- **Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas antes del 27/04/2020.

- **El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo – anonimizado – será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para el primer trimestre del 2020.

Referencias citadas

Abdelkrim S., 2017, *Startup Lions : au cœur de l'African Tech*, Wrocław, Amazon Fulfillment.

Abebe G., Assefa B., Gebre-eyesus M., Degu, T., 2018, « Identifying dynamic and constrained entrepreneurs in low income countries: evidence from Ethiopia », *Working Papers n° 022*, Ethiopian Development Research Institute, https://www.edri.org.et/Resources/Working_Papers/EDRI_WP023_Identifying_dynamic_constrained_entrepreneurs_n.pdf

Agence Française de Développement, « L'écosystème AFD au service de l'entrepreneuriat innovant africain », 16-21 novembre 2018, <https://www.afd.fr/fr/ecosysteme-afd-au-service-de-l-entrepreneuriat-innovant-africain>

Akinkugbe O., Wohlmuth K., 2016, « Africa's Middle Class, Africa's Entrepreneurs and the 'Missing Middle' », dans Melber H. (dir.), *The Rise of Africa's Middle Class: Myths, Realities and Critical Engagements*, Londres, Zed Books, p. 69-94.

Ayittey G. (dir.), 2005, *Africa Unchained: The Blueprint for Africa's Future*, New-York, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-1-137-12278-0](https://doi.org/10.1007/978-1-137-12278-0)

BAD, OCDE, PNUD, 2017, *Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation*, Paris, Éditions OCDE. DOI : [10.1787/aeo-2017-fr](https://doi.org/10.1787/aeo-2017-fr)

Botzung M., 1996, « Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise », *Revue Tiers Monde*, vol. 37, n° 145, p. 135-151. DOI : [10.3406/tiers.1996.5034](https://doi.org/10.3406/tiers.1996.5034)

Bousetta M., Ezznati M., Achour F. Z., Daoui D. et al., 2013, « Entrepreneuriat des jeunes et développement de l'esprit d'entreprise au Maroc : l'expérience de Moukawalati », *ICBE Policy Brief*, n° 33, TrustAfrica, <http://trustafrica.org/en/publications-trust/icbe-research-reports?download=307:entrepreneuriat-des-jeunes-et-developpement-de-l-esprit-d-entreprise-au-maroc-l-experience-de-moukawalati>

Brière S., Auclair I., Tremblay M., 2017, « Soutenir les femmes entrepreneurs en contexte africain : vers une nouvelle approche dynamique et collective », *Revue internationale P.M.E.*, vol. 30, n° 3-4, p. 69-97. DOI : [10.7202/1042661ar](https://doi.org/10.7202/1042661ar)

Charlier S., In't Zandt K., Maquestiau P., 2018, « De l'individuel au collectif, l'empowerment des femmes, un outil de changement et/ou de plaidoyer », dans Yépez del Castillo I., Charlier S., Lemaître A., Piccoli E., Verhaegen É. (dir.), *Le développement revisité : 60 ans d'études du développement*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 163-175.

CNUCED, 2015, *Promouvoir l'entrepreneuriat au service du développement*, Note du secrétariat, Genève, 20-24 avril 2015, https://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ciid29_fr.pdf

Copans J., 1991, « De l'anthropologie des travailleurs à l'anthropologie de l'entreprise : hypothèses africanistes », *Journal des anthropologues*, n° 43-44, p. 29-37. DOI : [10.3406/jda.1991.1587](https://doi.org/10.3406/jda.1991.1587)

Cordonnier R., 1987, *Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissus de la ville de Lomé (Togo)*, Paris, L'Harmattan.

Dana L.-P., Ratten V., Honyenuga B. Q. (dir.), 2018, *African Entrepreneurship: Challenges and Opportunities for Doing Business*, Cham, Palgrave Macmillan. DOI : [10.1007/978-3-319-73700-3](https://doi.org/10.1007/978-3-319-73700-3)

DeJaeghere J., Baxter A., 2014, « Entrepreneurship education for youth in sub-Saharan Africa: A capabilities approach as an alternative framework to neoliberalism's individualizing risks », *Progress in Development Studies*, vol. 14, n° 1, p. 61-76. DOI : [10.1177/1464993413504353](https://doi.org/10.1177/1464993413504353)

Denieul P.-N., Madoui M. (dir.), 2011, *Entrepreneurs maghrébins : Terrains en développement*, Paris/Tunis, Karthala/IRMC.

- Ellis S., Fauré Y.-A. (dir.), 1995, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala/ORSTOM.
- Fanny-Tognisso A., Roux T., 2017, « Création d'entreprises et investissement en Côte d'Ivoire », *Afrique Contemporaine*, vol. 3, n° 263-264, p. 230-232. DOI : [10.3917/afco.263.0230](https://doi.org/10.3917/afco.263.0230)
- Fauré Y.-A., Labazée P. (dir.), 2000, *Petits patrons africains : entre l'assistance et le marché*, Paris, Karthala.
- Fosu A. K. (dir.), 2015, *Growth and Institutions in African Development*, New-York, Routledge.
- Gelb A., Meyer C., Ramachandran V., 2014, « Development as Diffusion: Manufacturing Productivity and Sub-Saharan Africa's Missing Middle », *Working Paper n° 357*, Center for Global Development, http://www.cgdev.org/sites/default/files/development-diffusion-market-productivity_final.pdf.
- Haubert M., 1999, « L'application des politiques libérales dans le secteur agricole et le rôle des paysans comme entrepreneurs », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, n° 157, p. 87-106. DOI : [10.3406/tiers.1999.5368](https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5368)
- Honeyman C. A., 2016, *The Orderly Entrepreneur: Youth, Education and Governance in Rwanda*, Stanford, Stanford University Press.
- Kilby P. (dir.), 1971, *Entrepreneurship and Economic Development*, New York, The Free Press.
- Labazée P., 2002, « Les entrepreneurs entre le local et le global », *Les Temps Modernes*, vol. 4-5, n° 620-621, p. 357-391. DOI : [10.3917/lm.620.0357](https://doi.org/10.3917/lm.620.0357)
- Margurie A., 2017, « Étude de capitalisation : Impact et mise en œuvre de programmes de soutien à l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne », *Notes Techniques*, n° 37, Agence Française de Développement, <https://www.afd.fr/fr/nt-37-entrepreneuriat-ass-rci>
- Marris P., Somerset A., 1972, *The African Entrepreneur: A Study of Entrepreneurship and Development in Kenya*, New-York, Africana Publishing Corporation.
- Marsden K., 1990, « African Entrepreneurs: Pioneers of Development », n° IFD 9*IFC, working paper series, Washington, D.C., International Finance Corporation, <http://documents.worldbank.org/curated/en/435281468202452468/African-entrepreneurs-pioneers-of-development>
- Page J. M., Steel W. F., 1986, *Le développement des petites entreprises : questions économiques tirées du contexte africain*, document technique n° 26F, Washington, D.C., Banque Mondiale.
- Severino J.-M., Hajdenberg J., 2016, *Entrepreneuriat Afrique*, Paris, Odile Jacob.